

[Text]

where we are. Canadians have known for years that the United States has not liked our supply management system. In my mind, that is where we have to get at the present time. Whether it is someone who comes into my constituency office, someone who talks to me on the street or someone who has nothing to do with our tasks as members of Parliament, I like to hear both sides of the story.

• 1725

We have heard some good things told to us about the grains industry, and I appreciate what's been said by the Prairie Pools in this presentation today, but I don't think we're getting a balanced report. I'd just like to see an analysis, Mr. Chairman, and I think we all should, so that we know what we might be getting into, whether it's good, bad, or just different from where we're at, at the present time.

The Chairman: Thank you, Mr. Vanclief. He hasn't asked for a comment and I don't think it needs to have a comment. Mr. Monteith.

Mr. Monteith: Mr. Chairman, I would like to make a comment and then ask a question. I'd like to comment on the fact that yesterday all of the supply-managed agencies except the dairy industry indicated that they would like to assess the impact of the Dunkel report with the government. With respect to the dairy industry, I thank you, Mr. Doyle, for clarifying earlier in the meeting that they have indicated in writing to the minister that they will not participate at this present time in any discussions involving Article XI 2(c), with the government or with anyone else. Let's make that clear, that the Government of Canada said they would be quite willing to sit down and discuss it, to do an impact study, if those players in the supply-managed group were willing to do that, to sit down with the government and assess it.

Mr. Wilkinson said something about allowing us to negotiate. I'd like you to indicate if you think that all the negative comments that are coming out—somehow or other they make their way into the media—about the sincerity of the government, the sincerity of the government negotiators, and I guess the sincerity of the position that has been put forward by the industry and the governments at both levels, federal and provincial, really strengthen our position at the GATT table.

The Chairman: I think we have two questions built in. I'm sure Mr. Doyle wants to comment, and Mr. Wilkinson.

Mr. Doyle: Let me be clear on the first point you made about this impact analysis. Both your questions are linked. If I can go back just a second before I answer this point, very briefly we refused to look at a back-up position. I think we came here at one point a year ago and people were asking what our back-up position was. We refused to develop with the government a back-up position as we are negotiating the clarification of Article XI. To put it bluntly, you don't start having all kind of options when you negotiate on a position.

[Translation]

Crawford a indiqué où nous en sommes. Les Canadiens savent depuis des années que les États-Unis n'aiment pas notre système de gestion de l'approvisionnement. Selon moi, c'est à cela qu'il faut réfléchir actuellement. Que ce soit de la part d'un de mes électeurs qui vient à mon bureau de circonscription, de quelqu'un qui s'adresse à moi dans la rue ou de quelqu'un qui n'a rien à voir avec nos tâches de députés, j'aime bien entendre les deux versions de l'histoire.

Nous avons entendu parler des avantages pour l'industrie des céréales et j'ai bien saisi les propos des représentants de Prairies Pools dans leur témoignage d'aujourd'hui, mais je ne crois pas que nous obtenions un appui équilibré. J'aimerais seulement voir une analyse, monsieur le président, et je pense que nous devrions tous en avoir une, afin de savoir à quoi nous nous engageons, que ce soit bon, mauvais ou simplement différent par rapport à la situation actuelle.

Le président: Merci, monsieur Vanclief. Il n'a pas demandé s'il y avait des remarques et je ne crois pas qu'il y en ait qui s'imposent. Monsieur Monteith.

M. Monteith: Monsieur le président, je vais faire un commentaire, puis poser une question. Tout d'abord, hier, tous les organismes de gestion de l'approvisionnement sauf l'industrie laitière ont indiqué qu'ils aimeraient étudier l'incidence du rapport Kunkel avec le gouvernement. Dans le cas de l'industrie laitière, je vous remercie, monsieur Doyle, d'avoir précisé aujourd'hui qu'elle a indiqué par écrit au ministre son intention de ne pas participer, pour le moment, à des discussions sur l'alinéa XI 2c), ni avec le gouvernement ni avec qui que ce soit. Que ce soit clair. Le gouvernement du Canada a déclaré qu'il serait très disposé à s'asseoir et à en discuter, à effectuer une analyse des incidences, si les groupes de la gestion de l'approvisionnement le souhaitaient.

M. Wilkinson a parlé de la possibilité de négocier. J'aimerais que vous nous disiez si vous pensez que toutes les remarques négatives que nous entendons—d'une manière ou d'une autre, elles font leur chemin dans les médias—au sujet de la sincérité du gouvernement, de la sincérité des négociateurs du gouvernement et, je suppose aussi, de la sincérité de la position défendue par l'industrie et par les deux paliers de gouvernement renforcent notre position à la table de négociation.

Le président: Je pense que vous avez posé deux questions dans une. Je suis certain que M. Doyle voudra y répondre, ainsi que M. Wilkinson.

M. Doyle: Je serai clair à propos de votre première remarque sur l'analyse des incidences. Vos deux questions sont liées. Si vous me permettez de faire un bref retour en arrière avant d'y répondre, nous avons refusé de considérer une position de rechange. Je pense que nous sommes venus ici il y a un an et que quelqu'un nous a demandé quelle était notre position de rechange. Nous avons refusé d'en élaborer une avec le gouvernement au sujet de l'éclaircissement de l'article XI. Pour être franc, il n'est pas nécessaire d'avoir toutes sortes de solutions de rechange quand on commence à négocier.